

FRACTURES ET APPELS À « RÉCONCILIATION » :

DES ESPOIRS AUX SOLUTIONS, UN CHEMIN NON GARANTI

Sadek Hadjerès

Le Quotidien d'Oran

L'Actualité autrement Vue

le 29 septembre 2005

L'essentiel selon moi se jouera plus tard. Le texte officiel passera la journée du 29, tout a été fait pour qu'il "passe".

Quant à la réconciliation, avec le contenu et les implications que les diverses composantes de notre peuple auraient souhaitée ou que l'Algérie actuelle est en mesure de réaliser, je crains que nous n'en soyons bien loin, pour diverses raisons tenant aux multiples fractures et à leurs imbrications. Il y faut certes un début, mais est-ce le bon pour rompre avec la fatalité ?

Des tentatives ont été rejetées, d'autres ont tourné court, chaque fois les enjeux de pouvoir inavoués ont brouillé les pistes de l'espoir au détriment de la clarté dans le contenu, qui est pourtant l'essentiel.

L'après-29 septembre fera le tri entre les discours et les intentions réelles des promoteurs de la charte. À part les flatteurs et les inconditionnels, je ne crois pas que beaucoup d'Algériens, vieux routiers des scrutins-bidon, s'y trompent et attribuent une vertu magique à la recette qui sortira des urnes référendaires.

La vraie solution, la réconciliation dans la voie de la justice et de la démocratie, dans l'intérêt national et celui de toutes les victimes physiques et morales, dépendra des luttes en profondeur qui seront menées pour la concevoir et la mettre en œuvre.

Le seul mérite d'une campagne aussi ambiguë dans ses objectifs et biaisée dans ses méthodes, est qu'un problème majeur a été posé au grand jour, celui du rapport entre paix et liberté, entre sécurité et démocratie.

Les partisans d'une réconciliation ancrée sur la justice et les réalités et pas seulement sur des visées politiciennes ont bien fait de se mobiliser.

Mais le débat constructif, théorique et surtout concret, que méritait ce besoin lancinant d'une nation qui cherche douloureusement ses repères, les échanges porteurs d'espoirs de rapprochement, de convergence et d'unité d'action entre les courants honnêtes même les plus éloignés les uns des autres, n'a pas été engagé.

Les "zernadjiat" chargées de porter le message officiel du "OUI" ont dominé massivement et agressivement la campagne jusqu'à assourdir les participants et rendre les échanges inaudibles.

Pour un projet qui se réclamait d'une réconciliation générale, c'est plutôt un indice inquiétant quant aux suites.

Sur quoi débouchera "en gros et en détail" cet événement ou ce "non événement" ? Ces expressions ont été utilisées par les uns puis reprises à leur propre compte par leurs antagonistes, signe évident que le dialogue de sourds est encore tenace et prédominant.

Les étiquettes sont lancées d'un camp à l'autre, dans une confusion accentuée par le fait que des ex-"éradicateurs" se sont prononcés pour le OUI et des ex-"dialoguistes" pour le NON.

Je ne rejoins pas ceux qui expliquent cela seulement par des retournements de veste et des manœuvres partisans étroites. Les commentaires contradictoires reflètent autant la complexité du problème que le manque de transparence des tenants et aboutissants du projet, à qui on peut faire dire ce que les uns et les autres veulent bien y trouver.

Il entre dans le jugement des acteurs les plus honnêtes et ouverts, avec toutes sortes de nuances ou de réserves, la volonté d'inscrire leur position dans la perspective des luttes futures pour un contenu démocratique et réellement constructif. Les uns ont fait le choix de *"discuter dans l'impasse"*, selon la formule judicieuse de Mouloud Hamrouche, alors que les autres estiment qu'il s'agit avant tout de sortir de l'impasse.

Il est à espérer qu'au lendemain du 29 septembre, les courants sincèrement attachés à combler les fractures et guérir les blessures de l'édifice national se retrouveront pour les débats et les actions sérieuses, quelle que soit leur position tactique sur le référendum

On ne peut non plus renvoyer dos à dos les protagonistes du débat, car force est de dire que le flou et le contexte politique trouble nous ramènent que nous le voulions ou non, à un repère objectif et fiable en défaveur de l'initiative officielle, celui des errements passés du système et des pouvoirs qui s'y sont relayés, ce qui n'est pas tout à fait porteur d'espoir.

Je me souviens d'une caricature d'un des premiers numéros clandestins de *"Saout Ech-Chaâb"*, organe central du PAGS à la fin des années 60.

Il y montrait Bouteflika conduisant une voiture et le commentaire d'un passant désespéré : *"Il clignote à gauche mais il tourne à droite" !* C'était le temps où la majorité du "clan d'Oujda" s'évertuait à saboter les initiatives économiques et sociales de Boumediène, n'encourageant et ne soutenant que ses méthodes autoritaires pour les tourner contre les syndicats, les militants démocrates et de progrès, les couches laborieuses et populaires défendant leurs intérêts.

La traversée du désert de la disgrâce et l'exil ont-elles porté conseil au chef de l'Etat revenu aux affaires ? On le souhaiterait dans l'intérêt général.

Mais certains parmi les hommes politiques connus pour être sérieux, avisés et honnêtes, qui ont traversé avec honneur la guerre d'indépendance et n'ont pas attendu ce jour pour défendre une politique de paix, de démocratie et de concorde nationale, ont déjà répondu par un doute fort et argumenté. L'avenir confirmera ou infirmera rapidement leurs appréciations.

Il reste une certitude, l'avenir heureux ou catastrophique d'un pays n'est jamais dans les seules mains du pouvoir en place, aussi autoritaire et assuré soit-il. Les pronostics seraient faussés s'ils ne prenaient pas en compte les capacités du mouvement social et démocratique algérien à faire le point, à se mobiliser par delà toutes ses composantes idéologiques.

Cela aussi pose problème. Je dirai même que *le mouvement social, démocratique et pacifique gagnerait autant, sinon plus, à se concentrer sur ses propres tâches et responsabilités qu'à dénoncer seulement les agissements des sphères officielles.*

Surtout, ne nous cachons pas les grandes difficultés qui attendent le retour de l'Algérie à l'espoir, aux œuvres d'édification et de justice sociale. Les embûches sont le lot de tous ceux pour qui la Paix n'est pas seulement un mot ou un idéal mais signifie un contenu qui la rend souhaitable et possible : le respect des libertés et des droits citoyens sans distinction entre fils et filles de l'Algérie, le respect de leurs langues maternelles, de leur façon de vivre leur islam, de leurs convictions politiques et idéologiques, pourvu qu'elles s'inscrivent dans l'intérêt général et qu'elles donnent vie à la synthèse recommandée par l'appel du 1er Novembre 54, entre les valeurs culturelles et de civilisation de notre peuple et les aspirations sociales et démocratiques communes et naturelles à tous les peuples du monde.

Ce ne sera pas une tâche facile que de construire ce contenu de la "réconciliation", même si le texte du projet officiel était rendu plus clair et moins dépendant d'obscurs et dangereux hégémonismes.

Paix, sécurité, réconciliation ! Quoi de plus noble ? Quoi de plus précieux et dont on ne reconnaît la valeur que lorsqu'on l'a perdue ?

On en parle, on en rêve, des hommes et des femmes de bonne volonté y travaillent partout dans le monde, parfois jusqu'au sacrifice de leur vie, et pourtant les fractures de toutes sortes s'aggravent et compromettent les attentes légitimes des peuples.

Combien de conflits sans pitié et sans horizon proche de règlement, entre Etats, entre composantes d'une même nation, d'une même société et jusqu'à des groupes sociaux encore plus restreints sinon même des familles !

Et pourquoi les résultats sont-ils trop souvent en contradiction ou en décalage avec les déclarations de bonnes intentions des uns et des autres ?

L'interrogation hante aujourd'hui l'Algérie, au moment où on lui offre une option "*prête à porter*".

La raison ? Sans doute y ont été pour beaucoup les confusions, les amalgames, les propositions en forme de "ventes concomitantes", les propos contradictoires d'un jour à l'autre ou en fonction des auditoires, les promesses et arguments dilatoires (vous verrez après le 29 septembre !) de la part de ceux qui défendent sur la scène médiatique un projet officiel imprécis.

Mais il y a surtout, en face, dans une population assoiffée de certitudes et de garanties, le fait que le temps écoulé, les épreuves et les insatisfactions répétées, ont enraciné dans les cœurs et les esprits aussi bien le scepticisme que les motifs de révolte ou de haine.

Lorsque les manœuvres politiciennes constituent depuis longtemps la toile de fond de la scène publique et renforcent le soupçon, les appels moralisants aussi généreux soient-ils ont leurs limites.

Ils sont aussi impuissants que les chartes et les devises solennelles dont l'Algérie depuis des décennies possède une superbe collection dans les musées, les archives et sur les papiers à entête officiel, celui de la *"République algérienne démocratique et populaire"*, une formule qu'on redécouvre en certaines circonstances mais en réalité laissée aux oubliettes parce que trop gênante au regard des pratiques en cours.

Même quand différents secteurs de la population s'accrochent à tort ou à raison à des espoirs catégoriels qu'on leur fait miroiter pour instrumenter leur région, leurs appartenances contradictoires (des héritiers de Benbadis aux zaouias de l'Ouest, du *"Sud noble"* au *"Nord corrompu"*, etc), cela ne suffit pas à bâtir un consensus national, un capital de confiance capable de résister aux effets ravageurs d'un système en mal et en besoin de refondation.

Et quelles fondations restaurer pour que dans l'Algérie indépendante, un peuple devenu enfin citoyen puisse goûter les fruits d'une paix et d'une concorde nationale si attendues ?

Les fondations solides demeurent les principes et les aspirations qui ont mobilisé le peuple pour se libérer de la domination coloniale.

Ils sont toujours valables à condition d'en extirper les pratiques néfastes qui ont collé verbalement aux principes en les vidant de leur substance et en les transformant en slogans creux qu'ils ont dénaturés et discrédités : *"Révolution"*, *"Socialisme"*, *"Démocratie"*, *"Etat"*, *"Peuple"*, etc. c'est le sort qui attend aussi *"Réconciliation et Paix"* s'il en est fait le même usage.

Les pratiques douteuses ont détourné et confisqué le résultat fabuleux de la guerre libératrice au détriment des couches et des idéaux qui l'ont rendue victorieuse, au profit de castes édifiées sur l'utilisation frauduleuse et combinée du poids des armes, de l'argent et de la pensée unique.

Des pratiques que, soulignons-le, toutes les chartes du temps de guerre ou de l'indépendance ont condamnées sans équivoque.

Si on veut refonder solidement et durablement une Algérie réconciliée et apaisée, il faut alors, sans doute progressivement mais en tout cas radicalement, honorer en actes et non en paroles les principes libérateurs.

Cela veut dire quoi en substance ? Cela veut dire en finir concrètement avec les soi-disant situations d'urgence, d'exception et de transition qui de décennie en décennie ont constamment servi de prétexte à écarter la seule et grande urgence : la parole au peuple.

Le mot d'ordre qu'on inscrivait sur les murs en 1947 en risquant prisons et tortures, sans penser à aucun moment que l'Algérie indépendante bafouerait et réprimerait ce droit.

Oui, il y a un choix décisif à assumer. Nous devons apprendre à harmoniser les besoins de paix et de sécurité avec ceux de liberté et de démocratie. Ils ne sont pas contradictoires, ils sont complémentaires et le plus grand danger est de les opposer les uns aux autres.

Quand le chef de l'Etat impute à la revendication démocratique après Octobre 88 les dérives qui ont conduit à la sanglante décennie 90, il oublie simplement la responsabilité écrasante des tenants les plus influents du pouvoir militaro-civil qui a cru assurer la sécurité et la paix de ses privilèges en jouant d'abord le jeu malsain de la prolifération et de la manipulation des partis (en singeant ce qu'il y avait de pire dans les démocraties occidentales) avant de passer au verrouillage de la vie politique et de la répression sanglante.

Pourquoi donc le pouvoir n'avait-il pas mis en application énergiquement et à temps les justes dispositions constitutionnelles et les articles de loi sur les partis politiques qui étaient faites pour réglementer et encadrer positivement la vie politique ?

La paix et la réconciliation ne se font jamais sur une table rase, elles astreignent à un devoir d'inventaire, sinon ce sera une fausse paix avec les rebondissements plus tragiques de drames historiques enfouis, tels que l'ex -Yougoslavie a connus lorsque le contexte européen et mondial a changé.

Quant à l'Algérie, dans le dangereux environnement mondial que je n'ai pas besoin de décrire, est-on assuré que l'avenir ne nous réserve pas de nouvelles épreuves ?

Avec quelle cohésion nationale les affronterons-nous ?

Oui, nous devons tirer les leçons de notre propre histoire et celle des pays du monde qui ont conquis leur indépendance.

À la lumière de ces expériences, nous devons trancher dans un faux débat.

Il y a d'un côté ceux pour qui la Paix et la sécurité sont un préalable incontournable avant d'instaurer la citoyenneté, les droits et les libertés civiques, le développement économique dans la justice sociale.

D'un autre côté ceux pour qui c'est une illusion de croire à la paix et à la sécurité, à des relations pacifiées et confiantes, quand les libertés et les droits humains sont piétinés, quand le développement dans la justice sociale est sacrifié.

Le faux débat, lorsqu'il touche à des enjeux humains considérables, est autrement plus dangereux que celui qui oppose les adeptes de la primauté de l'œuf ou de la poule dans la continuité de la vie.

Dans la pratique sociopolitique, les deux visions unilatérales, en ignorant les interactions, la simultanéité et la complémentarité des deux piliers et besoins d'une nation libre, débouchent sur la même impasse.

Ceux qui en restent à leur seule approche pour des motivations explicables mais néanmoins étroites, s'exposent au sévère jugement que portait Benjamin Franklin (rédacteur avec Jefferson et Adams de la déclaration d'Indépendance des USA en 1776).

"Ceux qui opposent sécurité et liberté," disait-il, "ne méritent ni l'une ni l'autre."

Terriblement vrai pour la jeune république américaine, que les deux conceptions n'ont cessé de déchirer après l'indépendance, jusqu'à ce qu'éclate entre les deux camps, quelques décennies plus tard, la guerre civile de Sécession qui a fait plus de 600 000 (six cent mille) morts !

Les USA replongent aujourd'hui dans leurs vieux démons en voulant exporter dans tout le "Grand Moyen-Orient" *cette dichotomie désastreuse entre liberté et sécurité, entre paix et démocratie.*

Pour l'Algérie, qui n'a finalement débouché jusqu'ici ni sur la liberté ni sur la sécurité, œuvrons pour que ses habitants, inspirés par leur foi et leurs convictions réciproques autant que par la sagesse et le bon sens, sortent plus rapidement d'une logique absurde et maléfique.

Je ne veux entretenir aucune illusion. Il n'y a pas de génération spontanée de la liberté et de la paix.

Dans la conjoncture nationale et internationale actuelle, il n'y aura pas d'Algérie nouvelle sauvée seulement par le haut ou seulement par le bas.

Pour la paix, la sécurité, la réconciliation et la démocratie politique et sociale, le chemin s'ouvrira seulement à une condition :

que toutes les forces et tous les courants sains de la nation, sans distinction d'affinités idéologiques, constituent par leur action un contrepoids uni ou convergent, puissant, mais pacifique et constructif, aux scléroses autoritaires, bureaucratiques et rentières d'un système incapable de faire sa mutation par lui-même.

Ainsi pourraient naître et grandir des synergies entre les différents niveaux de l'Etat, de la société et du champ politique pour la sauvegarde de la nation et des aspirations irrépressibles de la société.

Cette orientation gagnerait à progresser dans au moins quatre domaines cardinaux sensibles, d'égale importance et interférents entre eux : les mœurs politiques, la justice sociale, les relations identitaires et le positionnement international.

Je n'aborderai pas aujourd'hui à ce propos le vaste chantier ouvert aux débats et à l'action de toutes les volontés algériennes démocratiques et sociales quels que soient leurs ancrages, affinités et penchants culturels, spirituels ou idéologiques...

Je me contenterai de quelques remarques sur le premier point, me réservant de revenir sur les autres en leur appliquant la même approche.

La paix, la sécurité, la réconciliation ont un prix, que doivent payer en nature tous ceux qui y sont attachés autrement qu'en proclamations démagogiques.

Je pars de l'idée que nos "élites", commis de l'Etat ou responsables politiques, aussi bien que les citoyens quel que soit leur degré d'instruction, ne manquent ni d'intelligence et d'imagination, ni d'expérience de terrain.

Qu'est-ce qui les empêche de faire ensemble pour le soumettre aux débats, le recensement de toutes les pratiques contraires à l'esprit de concorde, de tous les comportements qui menacent la paix en poussant à la révolte et aux violences des individus qui, à l'évidence, n'étaient pas terroristes à leur naissance ?

Les grands débats autour des projets de société ne sont pas inutiles mais, s'il vous plaît, mettons en place tous ensemble les avertisseurs d'incendie qui détecteront la fumée avant le feu, repérons ensemble les points où s'accumulent, volontairement ou non, les matériaux inflammables qui n'attendent que l'étincelle, repérons les vents qui soufflent sur les braises ou les feux déjà allumés.

Ne serait-ce pas la voie la plus consensuelle vers des conclusions toutes simples, acceptables par tous et qui ne trompent pas, vers des mesures, encouragements et sanctions, par exemple, au plan politique :

mobiliser en un large éventail les "éradicateurs" et "dialoguistes", les islamistes ouverts à la tolérance et au bien commun et les partisans d'une saine laïcité, les arabisants et berbérisants, les socialistes et les partisans d'un libéralisme respectueux des droits sociaux et de l'intérêt national, pour bloquer et mettre fin dans l'action aux élections à la Naegelen, à la Moubarak ou à la Benali ;

déjouer et neutraliser les méthodes de basse police, baptisées complots scientifiques – pauvre science ! – qui tentent de freiner ou désagréger les formations qui expriment fondamentalement les grands courants de l'évolution sociale algérienne.

Créer de nouvelles conditions dans lesquelles la place des journalistes n'est pas en prison et devant les tribunaux, ou agenouillés devant les râteliers et les pompes à finance, condamner et sanctionner ceux qui par divers moyens les contraignent à avilir leur profession.

N'est-ce pas ensemble, en levant les barrières dressées entre nous par les profiteurs de nos divisions, que nous pourrions rendre à la télévision nationale sa mission de service public fait pour les citoyens, moyen idéal pour tous, dans le respect de règles déontologiques, d'exposer leurs problèmes, de confronter leurs propositions, en un mot de promouvoir l'esprit de paix et de réconciliation active autour d'objectifs communs qu'aucun(e) Algérien(ne) honnête ne peut récuser.

Il faut ensemble donner force à l'évidence, inscrite même dans la loi du pays.

Que les syndicats soient par définition des organisations autonomes.

Que leurs responsables régulièrement élus soient comptables devant leurs seuls adhérents et que toute violation de la loi rappelant l'article 120 du parti FLN de triste mémoire soit strictement sanctionnée.

Je ne vais pas plus loin. Rêveur, idéaliste, diront les cyniques d'une *"realpolitik"* qui a mené le pays où nous sommes.

Ils ne demanderaient pas mieux que de nous laisser régler des comptes dans le ciel des idéologies et des grands projets pour leur laisser la voie libre dans les problèmes *"terre à terre"* qui font la trame vivante de la vie nationale.

Je laisse donc aux vingt millions d'Algérien(ne)s en âge et en capacité de le faire, eux qui, dans les réalités quotidiennes, poursuivent aussi depuis l'indépendance un rêve inaccompli, je leur laisse le soin de compléter la liste des propositions concrètes pour la paix et la réconciliation. Ils le feront mieux que moi, et aux médias dignes de la profession de s'en faire l'écho.

La réconciliation serait donc si simple ?

Oui, mais...

Quel est ce "mais" qui a incité au branle-bas de référendum ? Où est le simplisme ? Des esprits éclairés ont dit que la solution de problèmes compliqués est souvent la plus simple. À condition bien sûr de déceler où se trouve le *"mouchkel"* ? Pour le trouver, peut-être pas besoin de référendum mais, pour commencer, un "truc" plus économique et plus éclairant, ouvrir en grand les portes et fenêtres du débat libre et honnête.

"Aftah ech-chebbak" (ouvre la fenêtre), comme chantait du temps de Sadate dans les rues et cafés du Caire le regretté barde de la fronde égyptienne Cheikh Imam, pour dissiper *"bahr edhalam"*, (l'océan des ténèbres).

Pensait-il aux écrans opaques des télévisions de chez nous et d'ailleurs ?

Sadek Hadjerès - ancien premier secrétaire du Pags, 1966-1990

Le Quotidien d'Oran - le 29 septembre 2005

Sources : site "Hoggar"

<http://www.hoggar.org/index.php?opt...>

